

Discours de Sébastien Eugène, Maire de Château-Thierry, Conseiller départemental de l'Aisne

Année Olympique

« Avec les élus et les agents municipaux, nous sommes ravis de vous retrouver en cette nouvelle année 2024 ! Une année qui, nous l'espérons, vous apportera ainsi qu'à vos proches, bonheur et réussite, et vous trouvera en forme... olympique !

En cette année des Jeux de Paris 2024, je fais également le vœu que les trois valeurs olympiques - l'excellence, le respect, l'amitié - soient plus présentes dans nos vies.

2024 sera marquée par ces Jeux Olympiques et Paralympiques à moins de 100 kms d'ici, avec des épreuves encore plus proches, en Seine-et-Marne. C'est un évènement historique pour notre pays ; ce le sera aussi pour notre ville grâce à la flamme Olympique le 17 juillet.

J'en remercie le président du Conseil départemental, Nicolas Fricoteaux, qui a œuvré avec notre majorité départementale pour que nous puissions accueillir la Flamme dans l'Aisne. Alors que des voix s'élevaient contre le coût - de 33 centimes par habitant, payables sur 3 ans - nous n'avons pas suivi les sirènes du misérabilisme selon lesquelles notre département, parce qu'il est l'un des plus pauvres, devrait être privé de toute animation nationale. Nous avons bien fait car nous aurions sinon manqué d'accueillir un évènement populaire et historique.

Notre souhait, ce n'est pas que Château-Thierry conserve jalousement cet accueil ; notre souhait, c'est de le partager avec toutes les communes et associations du Sud de l'Aisne.

Nous sommes déjà en train de segmenter le parcours pour attribuer aux municipalités qui le souhaitent des tronçons qu'elles animeraient avec leurs associations, leur comité des fêtes. Avec Éric Bozzani, nous sommes mobilisés pour que ce moment soit remarquable, avec la volonté, puisque nous accueillerons la flamme tôt le matin, de mettre l'accent sur les réveils musculaires et sur le sport-santé.

Les animations autour des Jeux ne se limiteront pas au seul passage de la flamme. Tout au long de l'année, de nombreux évènements seront organisés pour faire découvrir les sports, inciter à la pratique d'une activité physique, faire

vivre les valeurs de l'olympisme. La Ville a lancé plusieurs appels à projet ; j'invite tous les clubs, les associations à se mobiliser car il n'est pas trop tard. Il nous reste six mois.

Six mois pour vivre de grands moments, notamment lors des samedis du sport, de la semaine et de la journée olympiques, des olympiades avec nos quatre villes jumelées pilotées par Félix Bokassia, la création d'un village quasi olympique où les Jeux seront retransmis tout l'été sur le site de Château-Plage. Ou encore ce soir par la mise en valeur de nos athlètes et d'un livre spécialement réalisé par l'OMS pour lequel Jacques Bosserelle et Éric Brême se sont beaucoup investis.

Nombre d'associations et établissements culturels seront aussi de la partie. Comme ce samedi au Palais des Rencontres où nous accueillerons, sous l'impulsion de Frédéric Jacquesson, le chanteur et comédien Amir pour un seul en scène racontant l'histoire du nageur français Alfred Nakache, déporté à Auschwitz. Les commerçants seront aussi associés avec Emmanuelle Leriche-Charpentier aux animations, notamment à travers leurs vitrines.

Mais ce n'est pas parce que nous mettons en avant le sport en 2024, comme nous l'avons fait en 2021 avec les 400 ans de Jean de La Fontaine, que rien ne se fera en dehors. Par exemple, nous accueillerons au printemps l'évènement national du « Kilomètre de la danse » grâce à l'Échangeur ; une rétrospective du photographe Norbert Bardin sera exposée au Silo U1 ; un bal devrait voir le jour le 14 juillet après-midi, en plus du Concert Musique en Omois la veille.

La ville sera au cœur de cette année olympique puisque le sport demeure une compétence communale. D'ailleurs, la très grande majorité des équipements sportifs du Sud de l'Aisne sont encore gérés par la Ville. Et la Ville reste le plus gros financeur des clubs avec pas moins de 120 000 euros de subventions en 2023, non seulement pour de grands évènements mais aussi dans le fonctionnement courant pour financer les déplacements, les salariés, le matériel.

Comme Mohamed Rezzouki l'a indiqué, le changement de piste d'athlétisme débutera au printemps grâce au co-financement de l'État, de la Région, du Département. Et la rénovation du stand de tir sera terminée d'ici quelques semaines.

Car au-delà des animations et des opérations de communication, nous sommes persuadés que les collectivités doivent porter des projets structurants. »

Privilégier le structurant

« Les feuilles de route 2024-2026 ont justement pour objectif de maintenir un cap, quelles que soient les urgences, les actualités, les crises.

Ces feuilles de route peuvent paraître un peu techno et je les recommande vivement le soir si vous avez du mal à trouver le sommeil – c’est plus efficace que les moutons... – mais cette méthode, débutée en 2017, a prouvé toute son utilité. Elles nous permettent d’avancer, dans tous les domaines, même les moins médiatiques.

Nous avons le plaisir de les dévoiler en intégralité aujourd’hui, d’autant qu’un grand nombre d’entre vous y a pris part. La démarche participative a permis plus de 600 retours citoyens. Elle a été pilotée en interne, sans avoir recours à de coûteux cabinets de conseil ou à un coach personnel. Privilégier l’action à la communication, voilà le crédo de ces feuilles de route.

Je ne vais pas vous citer les 386 actions qui seront réalisées sans augmentation des taux de fiscalité et qui permettront de réaliser un bond en avant en matière de développement durable, sous l’impulsion de Jérôme Haquet. Mais prenons un exemple, le tourisme, là où les opérations de communication prennent souvent le pas sur les équipements structurants.

Il n’y a pas une réunion où l’on n’énumère pas les atouts de notre territoire, sa situation géographique, Jean de La Fontaine, le champagne, les batailles de 14-18, la rivière Marne et désormais la Cité internationale de la langue française... Or selon Aisne Tourisme, notre territoire est le seul du département à ne pas avoir développé sa capacité hôtelière ces 10 dernières années.

Le rôle de la Maison du tourisme c’est de communiquer. Le rôle des collectivités c’est de réaliser ou d’encourager des investissements sur de grands projets.

Face à ce déficit d’investissements publics et privés, la Ville a décidé d’être moteur :

- Nous poursuivons l’accompagnement d’un projet pour l’installation d’une centaine de chalets très modernes sur un coteau à Blanchard.
- De la même façon, avec Anne Maricot, maire de Jaulgonne, et VNF, nous avons lancé un appel à projets pour accueillir des bateaux-hôtels sur la Marne.

Outre l’hôtellerie, nous devons structurer l’offre touristique comme nous le faisons avec Jean-Marc Pourcine :

- Le Musée Jean de La Fontaine est en plein travaux pour rendre accessible le bâtiment et doubler les espaces d'exposition.
- L'Église verra cette année une partie de sa toiture refaite et une partie de sa façade rénovée.
- Nous réfléchissons à une diversification de l'offre sur le château médiéval, notamment pour inclure les fabliaux, qui permettraient de dresser un lien plus cohérent avec Jean de La Fontaine.
- Et nous lançons la vente de deux parcelles communales pour accueillir des activités touristiques en lien avec la Marne, l'une à côté du gymnase nautique, l'autre sur l'ancien camping municipal.

Les projets se feront en cohérence avec les équipements transférés en 2024 de l'Agglo vers la Ville, à savoir l'aire de camping-car et la halte fluviale, qui seront désormais gérés par la Ville. Certains s'interrogent avec lucidité sur ce transfert, qui va à l'encontre du sens de l'histoire. Mais nous préférons aller contre le sens de l'histoire plutôt que laisser cours à l'inertie ; et je reste persuadé qu'un jour ou l'autre ces équipements seront à nouveau transférés à l'Agglo.

Le Département est également mobilisé sur le projet de véloroute voie-verte. Je sais qu'on a du mal à croire que ce projet avance, tellement il rencontre d'obstacles. Je remercie Nicolas Fricoteaux et Mathieu Fraise, vice-président aux infrastructures, de faire en sorte que ce projet puisse voir le jour, une fois levées les contraintes environnementales et juridiques.

Mais ni le Département ni la Ville ne pourront porter tous les équipements touristiques. Je fais par exemple le vœu que les rénovations de façade sur une toute petite partie de l'Hôtel-Dieu se transforment, un jour, en projet structurant. Ou encore que le petit espace d'exposition à Belleau se transforme, un jour, en véritable musée sur la bataille du Bois Belleau.

Je crois beaucoup au tourisme, non seulement pour ses bienfaits économiques, mais aussi pour se prémunir de la région parisienne qui, lorsqu'elle s'étend, a tendance à uniformiser et appauvrir l'identité patrimoniale d'une cité.

Notre politique d'urbanisme continuera de viser une croissance démographique maîtrisée avec des projets immobiliers se développant très progressivement. Je pense que peu de monde imagine la pression immobilière à laquelle nous faisons face. Pour un projet accepté – parce qu'il présente un intérêt particulier – nous en refusons certainement une dizaine et certains promoteurs tentent de passer en force, comme actuellement à proximité du Clos des vignes.

Je ne reviendrai pas sur les projets structurants en matière d'urbanisme. J'indiquerai simplement qu'après plusieurs années de hausse démographique, l'INSEE vient de faire apparaître une baisse de la population Castelle de -105 habitants.

Evidemment les données annuelles ne doivent pas être prises au pied de la lettre mais elles donnent une tendance. Depuis 2017, la population a augmenté de 575 habitants c'est-à-dire bien moins vite que certains le prédisaient et bien moins vite que dans les communes limitrophes. Il semblerait que notre politique visant à une croissance plus qualitative commence à porter ses fruits.

Aujourd'hui, notre ville compte le même nombre d'habitants qu'au début des années 1990. Et ce malgré de nouvelles constructions. Pourquoi ?

Tout simplement parce que la population vieillit et beaucoup de couples se séparent, nécessitant non plus un mais deux logements pour une même famille. »

Sécurité et pauvreté

« Malgré ces efforts, la région parisienne se rapproche et amplifie des phénomènes sociétaux observés nationalement. Je pense en particulier à la sécurité. Comme vous, rien ne m'agace plus que de passer dans la rue Carnot et de voir ces quelques personnes, a minima glandouiller, ou pire, festoyer bruyamment sous les fenêtres des riverains.

L'arrêté pris en septembre interdisant la vente d'alcool à partir de 22h en centre-ville a produit temporairement des effets mais ce n'est pas suffisant. Un travail partenarial est en cours avec la Police nationale, et avec Chantal Bonneau nous utiliserons tous les moyens, de la vidéo protection aux passages encore plus réguliers des forces de l'ordre, pour éradiquer ce phénomène qui augmente le sentiment d'insécurité et donne une très mauvaise image de notre ville.

En 2017, nous n'avions aucune caméra exploitable. Aujourd'hui, nous en possédons 42 et nous en déploierons 17 de plus cette année. Nous souhaitons aussi, si cela est techniquement et financièrement faisable, un déport des images directement au commissariat.

La vidéo protection n'est qu'un outil et nous avons besoin de moyens humains. L'État a renforcé les effectifs de la Police nationale ces dernières années et si l'on peut comprendre quelques variations dans les effectifs liés aux mutations, il serait intolérable que ces moyens soient revus à la baisse, au moment même où nous en avons le plus besoin.

Je veux ici les remercier, ainsi que les gendarmes et les sapeurs-pompiers, pour leur engagement.

Parallèlement, la ville continue de renforcer sa police municipale avec l'embauche d'une personne dédiée supplémentaire chaque année, et surtout sa structuration autour d'un futur chef.

Nous faisons face à des difficultés de recrutement, amplifiées par l'absence d'armement légal qui dissuade un grand nombre de potentiels candidats. Disposer d'armes à feu permettrait de recruter plus aisément mais changerait la nature de notre police municipale avec des missions possiblement différentes.

Face à ce questionnement, nous solliciterons les Castels à travers un référendum qui se tiendra le 14 avril sous la supervision de Francis Rimlinger, comme nous l'avions fait l'an passé pour la Place de l'Hôtel de ville. Quelle que soit la décision majoritaire, nous nous y soumettrons.

L'époque contemporaine et la région parisienne amènent aussi des phénomènes que nous connaissions moins, et notamment les cas d'extrême pauvreté. Ainsi, nous avons constaté ces derniers mois une personne dormant dans la rue mais aussi des personnes disposant d'un logement la nuit mais mendiant en journée, notamment rue Carnot. Ces cas d'extrême pauvreté sont souvent liés à des problèmes psychiques qui compliquent l'accompagnement des travailleurs sociaux et rallongent les délais pour les solutions.

Je tiens toutefois à rassurer tout le monde : à Château-Thierry – et je sais que c'est aussi le cas à Étampes sur Marne – lorsqu'une personne dort dehors, ce n'est pas parce que personne ne prend soin d'elle – Cathy Coutant en est garante – mais parce qu'elle refuse l'accompagnement qui est offert et on ne peut procéder de force à son hébergement.

Par ailleurs, nous souhaitons créer dès cette année un lieu d'hygiène en journée dédié à ces personnes.

Nous sommes tous très sensibles à ces problématiques et je nous invite collectivement à aller plus loin dans notre sensibilité. Car j'avoue – et ce sera ma seule remarque de politique nationale ce soir – être très agacé par nos sociétés qui sont toujours plus égoïstes dans leurs choix démocratiques, notamment avec une érosion constante du consentement à l'impôt et aux redistributions sociales, mais qui s'émeuvent des situations de pauvreté. Si la pauvreté augmente, si les inégalités se creusent, si nos états providence sont affaiblis, posons-nous les bonnes questions. »

Action sociale

« En 2024, nous ne résoudrons pas tous les paradoxes mais l'action sociale à Château-Thierry sera amenée à se renforcer dans plusieurs domaines :

- D'abord, en faveur des jeunes. En 2023, avec Natacha Tholon nous avons généralisé les petits déjeuners gratuits dans les écoles maternelles. En 2024, nous supprimerons les barrières entre les dispositifs menés en faveur des adolescents. Pour des questions administratives, notre ville a historiquement segmenté son offre ; le souhait est de n'avoir, pour les adolescents, qu'une seule porte d'entrée, le Pass'ado.

- L'autre domaine prioritaire, c'est notre appui aux seniors. Nous avons engagé un gros travail pour définir une politique seniors et la décliner en actions. À moyens constants, nous pouvons faire mieux et plus. Jusqu'ici la ville avait entièrement délégué ses actions seniors à deux opérateurs, l'OCPRA et Accueil et promotion, sans donner de lignes directrices. Demain, la Ville et le CCAS définiront le cadre, les objectifs et c'est seulement ensuite que nous conventionnerons avec des associations pour réaliser les actions.

- L'accompagnement des familles est également amené à se renforcer. Etre parent a toujours été difficile ; cela l'est certainement plus encore aujourd'hui. La visite de la ministre des solidarités et des familles la semaine dernière n'était pas un hasard : elle rendait visible tout le travail réalisé pour accompagner les parents. Car on le sait, l'école à qui l'on demande déjà tant, ne peut pas tout. Or peu de pays ont placé l'école sur un tel piédestal et le corollaire, c'est que la question de la parentalité a été, peut-être plus qu'ailleurs, relégué au second rang.

La maison des parents est amenée à être complétée d'une maison des familles visant à élargir le périmètre et la lisibilité de notre action en faveur de toutes les familles. En 2024, nous définirons son périmètre d'intervention. »

Santé

« L'autre volet de notre action sociale, c'est naturellement la santé. En 2024, la Ville devrait renouveler le contrat local de santé et le déployer à l'échelle du PETR. Car comme avec l'Espace rencontres ouvert en 2023 à la Mare Aubry, qui permet à des enfants de retrouver de la famille dans un lieu neutre suite à des procédures de divorce très conflictuelles, Château-Thierry a toujours vocation à exercer des fonctions de centralité.

La Maison de santé à Blanchard fonctionne très bien et maintenant que la Ville

a l'assurance par l'Agglo de la conserver, nous verrons avec les professionnels s'il y a lieu de l'agrandir.

De même, nous accompagnerons tous les projets privés qui augmenteront l'offre de soins ; plusieurs sont déjà dans les tuyaux.

Je ne saurais parler de santé sans évoquer notre hôpital, qui n'est pas seulement le premier employeur de la ville, mais surtout l'établissement sanitaire le plus structurant de notre territoire. Quand l'hôpital tousse, le Sud de l'Aisne éternue !

Malheureusement, les difficultés de l'hôpital ne correspondent pas à un simple rhume mais plutôt à un cancer. Mais les cancers se soignent de mieux en mieux, à conditionner d'accepter les soins et de se soumettre à des examens.

Absence de travaux incendie, absence de rénovation des urgences, médecins non-inscrits à l'ordre, réserves de la Haute Autorité de Santé, irrégularités dans les contrats, activité libérale dans des proportions surprenantes et absence de commission de contrôle, absence de règlement intérieur... Je ne reviendrai pas sur l'ensemble des problèmes latents, révélés en 2023.

Lorsque nous avons tiré la sonnette d'alarme publiquement, certains ont pu ne pas comprendre notre démarche, considérant que nous aurions dû œuvrer silencieusement auprès des autorités de tutelle. Et justement, c'est ce que nous avons fait ces dernières années en alertant l'Agence régionale de santé, les services de la préfecture, les ministères, les cabinets... rien n'a été fait et la situation a empiré.

Il aura fallu qu'avec des élus nous dénoncions publiquement ces faits, avec l'appui de médecins à qui le tribunal administratif a récemment donné raison, pour qu'enfin une mission d'enquête soit sollicitée, et je l'espère très prochainement, un audit de la chambre régionale des comptes.

Evidemment, on peut en vouloir :

- À celles et ceux qui ont conduit notre hôpital au bord du gouffre en faisant passer de petits arrangements pour fluidifier le fonctionnement de l'hôpital en arrangements vraisemblablement plus personnels et plus conséquents.
- À celles et ceux qui nous ont accusés de vouloir fermer l'hôpital : comme si cela pouvait être l'objectif d'un maire !
- À ceux qui ont couvert politiquement ces dysfonctionnements pour cacher leur incompétence auprès d'un hôpital qu'ils ont présidé pendant 15 ans.

Mais on peut certainement en vouloir encore plus à celles et ceux qui, terrés derrière leurs bureaux à Amiens ou à Lille, n'ont rien fait pour dire STOP. Et quand personne ne dit STOP pendant 20 ans, les problèmes ne font que s'accumuler et s'aggraver. Je crois que la prise en compte de ces difficultés est désormais actée même si certains lancent des contre-feux, à l'instar de cette association qui fait courir le bruit d'une fermeture de l'hôpital pour susciter une vive émotion parmi l'opinion publique, et ainsi mieux la manipuler.

Aujourd'hui, l'enjeu est double :

1. D'abord, identifier le plus rapidement possible tous les dysfonctionnements. Rien ne serait plus terrible que d'avancer lentement et d'avoir chaque semaine, l'annonce d'un nouveau scandale, d'un nouveau problème. Plus vite les enquêtes seront réalisées, plus vite nous pourrons nous tourner vers l'avenir, notamment vers le projet d'extension auquel je crois.
2. Le deuxième enjeu, c'est d'apporter des réponses concrètes à chaque difficulté. On revient de loin mais l'État assume ses errements avec son chéquier pour éviter la banqueroute et je suis convaincu qu'il est possible de redresser rapidement cet hôpital. »

Château-Thierry – Soissons

« Ce qu'ont mis en évidence les débats publics sur l'hôpital, d'abord le divorce avec l'hôpital de Soissons par ceux-là même qui 3 ans plus tôt avaient célébré le mariage, et plus récemment avec les procès d'intention à l'égard du directeur de l'hôpital de Soissons, c'est notre isolement géographique et administratif.

Depuis la Révolution où nous avons été séparés de la Champagne, nous n'avons cessé de regretter le rattachement de notre territoire à l'Aisne et aux Hauts de France. Aussi absurde que soit ce rattachement, il est une réalité.

On a deux solutions :

- Soit on continue à se plaindre. Politiquement, c'est très fructueux, cela flatte notre histoire et comme il y a peu de chances que la situation change, vous pouvez le ressortir à chaque élection. Mais cela ne nous mène nulle part car ce n'est pas parce que nous refusons de travailler avec le reste du département et de la région que nous travaillons mieux avec nos voisins marnais et franciliens.
- L'autre option, c'est de créer enfin des partenariats au sein de notre département et notre région. Et au vu de la configuration de notre territoire,

des partenaires géographiquement proches, il n'y en a pas des dizaines. Le seul, c'est le territoire soissonnais dont le PETR inclut le Valois et le Val de l'Aisne.

Avoir si peu de lien avec Soissons est une erreur. Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas faciliter les partenariats avec le Grand Reims ou la région parisienne. Cela veut dire que nous ne pouvons plus ignorer notre partenaire potentiel au nord.

Ce rapprochement est d'autant plus d'actualité qu'Alain Crémont, Maire de Soissons, président de l'Agglo de Soissons et président du PETR, fait la même analyse rendue publique.

Je crois qu'il faut répondre à cet appel, comme nous avons commencé à le faire en développement économique pour la formation poids-lourds à Hartennes-et-Taux ou le programme incitant à l'entreprenariat dans les quartiers de Soissons, Villers-Cotterêts et Château-Thierry.

De nombreux autres projets sont à inventer, à commencer par la mobilité. Je pense naturellement aux liaisons en bus entre Soissons et Château-Thierry – c'est une discussion que nous devons avoir entre intercommunalités et avec la Région – mais je pense aussi au transport individuel.

Et je profite de la présence du président du Département pour réaffirmer la nécessité d'un renforcement du dédoublement de la D1 entre Soissons et Château-Thierry. J'ai bien conscience que les budgets sont limités et il est légitime que des moyens conséquents soient aujourd'hui fléchés vers la N2. Mais il est indispensable que dans nos prévisions de moyen et long termes, nous puissions remettre sur la table la liaison entre Soissons et Château-Thierry.

Ce qui est déjà acté pour fluidifier la D1, c'est le lancement par la Ville et le Département d'une étude de faisabilité visant à remplacer les feux successifs face au lycée Jean de la Fontaine par un giratoire. Avec cette étude nous verrons s'il est possible techniquement et financièrement d'en réaliser un.

Parallèlement, je crois que nous devons aussi être plus exigeants en matière de transport ferroviaire pour rejoindre Reims.

Au moment où tout le monde parle du rail pour contrer le dérèglement climatique, il est absurde que Château-Thierry soit si peu desservi par des trains se rendant à Reims, et que ni Fère-en-Tardenois ni Neuilly-Saint-Front ne soient plus desservis par du trafic voyageur.

On pourra inventer les meilleurs programmes de revitalisation, tels que Petites Villes de Demain ou Villages d'avenir ; si les infrastructures de mobilité ne sont pas là, ça ne pourra pas bien fonctionner. »

10 ans

« Mesdames, Messieurs, vous le voyez, les sujets ne manqueront pas en 2024. Et pour moi, il s'agira d'un anniversaire. Cela ne fait qu'un peu plus de six ans, c'est-à-dire un mandat complet, que je suis maire. Mais dans deux mois, cela fera 10 ans que j'œuvrerai pour notre Ville. C'est peu par rapport à d'autres élus ; je pense au maire de Priez, Yves Bahu, mais aussi à des élus qui m'entourent.

Je vous éviterai une rétrospective de chantiers et de projets menés, nombre d'entre eux ayant été exposés dans le bilan de mi-mandat présenté en septembre.

Mais au-delà des projets, ce qui a changé, ce sont les méthodes. Le slogan de la campagne des municipales de 2020 était très explicite : « Pour Château-Thierry ! Libérons les énergies positives ».

D'abord parce que notre société est minée de doutes et si nous voulons avancer, on ne doit pas céder aux énergies négatives, souvent les plus audibles. Mais aussi parce que si notre ville retrouve du dynamisme, c'est parce que nous avons tenu, face aux tentations clientélistes.

Notre ville a trop longtemps agrégé les intérêts individuels et protégé les rentes :

- Tel agent immobilier réalisait les grosses opérations immobilières
- Tel journaliste, rémunéré secrètement par tel député-maire, rédigeait des éditos valorisant l'action municipale.
- Tel dentiste pouvait continuer à louer des logements menaçant de s'effondrer.
- Tel fast-food bénéficiait d'un monopole pour appliquer des prix plus élevés qu'ailleurs.
- Tel médecin pouvait faire sa loi à l'hôpital.
- Telle entreprise fournissait la Ville malgré des manquements ou des retards.
- Tel bailleur continuait à encaisser des loyers sans réaliser de travaux.
- Tel forain s'installait où il le souhaitait.

Avec l'équipe, nous assumons d'avoir une autre vision et de considérer que l'intérêt général n'est pas l'agrégation des intérêts individuels. C'est de ce postulat que découle une méthode de planification ; certes elle est le plus visible en matière d'urbanisme, mais elle irrigue toutes nos politiques publiques.

Cela entraîne des résistances et comme toujours en politique, des critiques peuvent être émises. Mais je dirais : c'est normal, c'est la démocratie.

Il n'y a qu'une critique qui m'affecte, c'est d'apparaître belliqueux.

Je ne reviendrai pas sur ces dernières années : tout le monde comprendra que lorsqu'un Député-Maire vient vous chercher pour lui succéder aux fonctions de maire, alors que vous n'êtes que le neuvième adjoint, que 99 % des habitants ignorent jusqu'à votre existence, que vous quittez votre emploi, celui de conseiller économique auprès de la ministre des outre-mer... et que la veille de l'élection du nouveau maire, celui qui est venu vous chercher organise une réunion chez lui pour demander à certains membres de la majorité de s'abstenir... et vous met des bâtons dans les roues dès les premiers jours... je suis persuadé que tout le monde aurait réagi comme moi.

En revanche, je me pose plus de questions sur mes désaccords avec l'Agglo qui a été utilisée, pendant ces dures années, comme un instrument de déstabilisation.

Je vous épargnerai mes états d'âme mais que ceux qui me trouvent belliqueux se mettent juste une seconde à ma place :

- Si vous étiez maire d'une commune qui mutualise des services avec l'Agglo, et que le président de cette Agglo vous annonce mi-juin qu'au 1er juillet vous ne pourrez plus bénéficier de services aussi stratégiques que la recherche de subventions, les marchés publics, l'informatique, sans vous laisser le temps de recruter vos propres équipes... comment réagiriez-vous ?

- Si vous étiez maire d'une commune dans laquelle se trouvait un hôpital, caractérisé par des dysfonctionnements administratifs graves, et que tous les représentants locaux de tous les niveaux de collectivité, la région, le département, le PETR, la communauté de communes voisine, demandaient une mission d'enquête et que la seule entité qui s'y opposait c'était votre Agglo... comment réagiriez-vous ?

- Si vous étiez maire d'une commune où le lieu le plus stratégique, le quartier de la gare, pour lequel vous avez engagé une étude en 2018 qui devait être complétée par une étude de l'Agglo dès 2019 ; si cette étude était arrêtée depuis sans votre accord... comment réagiriez-vous ?

- Si vous étiez maire d'une commune où depuis 2018 vous aviez un accord pour que l'Agglo reprenne en charge un mur d'escalade et que depuis tout ce temps rien n'avait été fait, pas même une étude de faisabilité... comment réagiriez-vous ?

Je pourrais vous en sortir à la pelle, des points d'apport déchets à la cuisine centrale, en passant par les réunions techniques avec l'architecte de la future crèche aux Vaucrises auxquelles la Ville est exclue... alors que le bâtiment sera non seulement construit dans notre commune mais sur un terrain appartenant aujourd'hui à la Ville.

Je vais m'arrêter là mais je veux dire deux choses :

- La première, ce n'est pas parce qu'une Agglo tape aveuglément sur sa ville-centre que cette Agglo avance. Certes, cela permet de flatter les maires de communes plus rurales et cacher ses manquements sur des projets structurants. Mais c'est aussi les prendre pour des idiots car n'importe quel élu sur ce territoire sait que sur le long terme, taper sur la ville-centre c'est affaiblir tout un territoire.

- La deuxième chose que je souhaite vous dire, c'est que je n'ai pas l'âme d'un putschiste. Que chacun se rassure, je ne mettrai pas notre territoire à feu et à sang – politiquement – même si je continuerai, avec d'autres, à dénoncer les manquements et à faire des propositions. Des élections générales auront lieu dans deux ans et d'ici là il nous faudra travailler avec l'existant.

Mais nous ne serons pas plus longtemps les observateurs impuissants d'un territoire qui n'exploite pas tous ses atouts, toutes ses ressources. Ce sera 2 ans ; pas une année de plus. »

Remerciements

« Je voudrais remercier les maires, conseillers communautaires, élus municipaux qui partagent cette volonté d'un territoire de réalisation plutôt que de communication. Ils sont de plus en plus nombreux, ils se reconnaîtront.

Merci aussi à tous les partenaires de la Ville, publics, privés, associatifs. Votre engagement à nos côtés est des plus précieux. Merci aux agents municipaux qui réalisent un travail formidable et mettent en œuvre nos orientations politiques ; je parle rarement de tambouille interne mais je peux vous assurer qu'un gros travail de modernisation de notre administration est à l'œuvre, sous l'impulsion de Nathalie Redouté et du directeur général des services, Daniel Flicourt.

Je souhaite également remercier les conseillers municipaux de Château-Thierry pour le travail réalisé. Parmi ceux que je n'ai pas cités : Charles Dusek et Jacqueline Boulonnois, qui se sont investies dans leurs précédentes délégations, Jean-François Bouteleux, Mélanie Milandri, Fariel Simon, Christelle Pouillart, Agnès Féry, Stéphane Pietkiewich, Fabienne Coezzi, Thierry Samyn, Lolita Perrot,

Christophe Zellek, Sarah Bouafia, Jacques Jaunet, Christine Perardel-Guichard, Thierry Million, Christian Fauvet, Amine Abdelmadjid, Isabelle Lambert-Malaizé.

Peu de monde a conscience de l'investissement qu'implique les fonctions d'adjoint, de conseiller délégué, de conseiller municipal.

Merci aux élus de l'opposition qui font vivre les débats et donc notre démocratie ; nous ne sommes pas d'accord sur tout – heureusement – mais nous sommes parvenus à trouver des terrains d'entente sur de nombreux sujets et à rendre nos échanges en conseil municipal plus lisibles, en se concentrant sur l'essentiel.

Merci évidemment aux élus de la majorité. Pour leur travail ainsi que pour leur fidélité.

Il y a 10 ans, je n'aurais certainement pas donné la même définition de la fidélité. On pense souvent la fidélité comme le fait de suivre quelqu'un un contre vents et marées. La fidélité est une valeur plus complexe : c'est le fait, même après avoir exprimé des désaccords, s'être fâché, parfois même avoir eu envie de claquer la porte, d'avoir su se retrouver. La fidélité, c'est cet élastique entre deux individus qui s'étire plus ou moins, mais qui tient, et qui, plus il tient, plus il épaissit.

Notamment pour faire face à « l'exigence... »

J'ai découvert il y a peu la force de ce mot ! L'exigence, c'est le terme qui permet de flatter sans flagornerie, tout en indiquant un agacement sans l'exprimer frontalement. C'est un peu comme critiquer le directeur ou la directrice de cabinet pour éviter de critiquer ouvertement le chef d'un exécutif.

Les désaccords, les débats, l'exigence constituent le terreau de la fidélité. Je le dis trop peu souvent : merci à vous.

Je voudrais également remercier Michèle Fuselier, dont la complicité est une source de richesse personnelle mais aussi le ferment d'un travail efficace au service du territoire.

Cette complicité nous la partageons avec Anne Maricot et Dominique Duclos, conseillers départementaux du canton d'Essomes, avec qui nous formons presque un unique canton tellement les liens sont forts... et avec qui nous avançons à Laon sous la bienveillance de Nicolas Fricoteaux, qui sait allier, comme personne d'autre, patience et atteinte des objectifs.

Merci à Dominique Moyse, avec qui nous travaillons toujours plus conjointement, conscients de la nécessité de rassembler toutes les forces

pour faire avancer notre territoire.

Merci à Élisabeth Clobourse, présidente de la C4 et conseillère régionale, avec qui nous nous retrouvons sur tous les grands dossiers, comme actuellement le CFA.

Merci à Olivier Devron, président du PETER-UCCSA qui, malgré les assauts maintient un certain nombre de missions à cette entité qui permet de mieux coordonner l'Agglo et la Communauté de communes de Charly.

Vous me permettrez d'adresser des remerciements plus intimes envers mon époux Maurizio. Après 10 ans de mandat électif, il fait preuve d'une grande mansuétude à l'égard des contraintes qui y sont rattachées et constitue un soutien aussi indéfectible que précieux. Je remarque d'ailleurs qu'avec ses fonctions associatives, il apparaît désormais plus souvent que moi dans les journaux locaux...

Je terminerai par adresser des remerciements à chacune et chacun d'entre vous. Non seulement parce que vous avez fait le déplacement malgré les températures négatives, mais surtout parce que depuis 10 ans vous m'avez, chacune et chacun avec vos différences, vos caractères, apporté beaucoup. Dans vos domaines de prédilection et plus encore sur le volet humain. Vous rendez cette fonction de maire aussi exigeante – et parfois vous savez être très exigeants... – qu'enrichissante, et passionnante !

Bonne année, bonne santé pour 2024 à Château-Thierry ! »